

FONDS MONÉTAIRE INTERNATIONAL

GROUPE DE LA BANQUE MONDIALE

BANQUE INTERNATIONALE POUR LA RECONSTRUCTION ET LE DÉVELOPPEMENT

SOCIÉTÉ FINANCIÈRE INTERNATIONALE

ASSOCIATION INTERNATIONALE DE DÉVELOPPEMENT

CENTRE INTERNATIONAL POUR LE RÈGLEMENT DES DIFFÉRENDS RELATIFS AUX INVESTISSEMENTS

AGENCE MULTILATÉRALE DE GARANTIE DES INVESTISSEMENTS

**J**

Communiqué de presse n° 1 (F)

19 - 20 septembre 2006

Discours d'ouverture de M. **BHARRAT JAGDEO**,  
Président des Conseils des gouverneurs  
et Gouverneur du Fonds et de la Banque pour le **GUYANA**,  
en séance plénière



**Discours d'ouverture de M. BHARRAT JAGDEO,  
Président des Conseils des gouverneurs  
et Gouverneur du Fonds et de la Banque pour le GUYANA,  
en séance plénière**

**19 septembre 2006**

Monsieur le Premier ministre, Monsieur le Directeur général, Monsieur le  
Président, Mesdames et Messieurs les Gouverneurs, Mesdames, Messieurs :

**Observations liminaires**

Je vous souhaite à tous la bienvenue à l'Assemblée annuelle 2006 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale. C'est un grand honneur pour mon pays, le Guyana, de présider cette Assemblée.

Le thème de l'Assemblée «*l'Asie dans le monde, le monde en Asie*» correspond parfaitement à ce que nous voyons cette semaine à Singapour. Ce pays membre est un excellent exemple du succès de la région et des avancées durables qui y ont été réalisées. Nos pays membres peuvent tirer de nombreux enseignements du développement de l'Asie et l'importance croissante des plus grands pays émergents de ce continent a de profondes implications pour la croissance économique et la stabilité monétaire et financière mondiales.

**Perspectives de l'économie et des marchés financiers mondiaux**

Depuis les réunions de printemps du FMI et de la Banque mondiale, la croissance mondiale est restée robuste et le niveau d'activité anticipé a été atteint, voire dépassé, dans la plupart des régions. Cependant, la montée des craintes inflationnistes — dues à la diminution des capacités inutilisées dans certains pays et aux cours élevés du pétrole et des métaux — a été à l'origine d'un durcissement des conditions monétaires et fait naître des risques de dégradation de l'économie mondiale. En même temps, les déséquilibres mondiaux demeurent importants et, comme le soulignent les *Perspectives de l'économie mondiale*, le risque d'une correction désordonnée de ces déséquilibres continue d'être un sujet manifeste de préoccupation.

À l'évidence, nous devons tous être plus vigilants et, plus particulièrement, ceux d'entre nous dont l'économie a un impact systémique sur les autres régions du monde.

**Surveillance**

C'est dans ce contexte que je salue l'intérêt renouvelé du FMI, dans le cadre de sa stratégie à moyen terme, pour une surveillance plus efficace. Les consultations multilatérales, nouvel outil de surveillance, permettront d'aborder, de façon exhaustive et collectivement avec plusieurs pays membres, les problèmes d'importance mondiale ou

régionale. Cet outil sera très utile pour l'analyse et l'élaboration de consensus; il aidera en outre les pays membres à mener des actions coordonnées qui donneront de meilleurs résultats.

Les premières consultations multilatérales ont déjà été lancées et j'ai hâte d'en connaître l'issue. Elles sont à juste titre axées sur la réduction des déséquilibres mondiaux des paiements et j'espère que les principaux acteurs de l'économie mondiale comprennent qu'il leur faut engager à temps les actions voulues, car le bien-être de milliards de personnes dans le monde en dépend.

### **Aide à la prévention des crises**

La prévention des crises, qui occupe une place importante dans le mandat du FMI, est en fait un élément clé de sa stratégie à moyen terme. À l'heure actuelle, les pays émergents qui empruntent au FMI sont peu nombreux, ce qui s'explique par la bonne santé de l'économie et des marchés financiers mondiaux, ainsi que par une meilleure gestion de l'économie dans les pays émergents eux-mêmes. Néanmoins, si la situation change, nous devons pouvoir aider ces pays. En conséquence, il importe de réexaminer les facilités du FMI dont l'objet est de faire face aux crises dans les pays émergents et de les prévenir.

À cet égard, le Directeur général a proposé la création d'un nouvel instrument sous la forme d'une ligne de crédit élevée à l'intention des pays émergents qui mènent une politique macroéconomique solide, mais qui restent vulnérables aux chocs. Pour que cet instrument soit plus attrayant que ceux qui l'ont précédé, les pays qui appliquent une politique économique saine et qui font état de bons antécédents devraient pouvoir effectuer des tirages de façon plus systématique et obtenir immédiatement davantage de financement. Toute mesure de conditionnalité afférente à ce mécanisme devrait être conçue spécifiquement pour maintenir la stabilité macroéconomique et réduire les facteurs de vulnérabilité.

Pour leur part, les pays émergents devraient continuer de mettre en œuvre une politique macroéconomique saine, notamment dans les domaines monétaire et budgétaire. Ils devraient atténuer leur vulnérabilité en réduisant la dette publique et en continuant de renforcer leur système financier.

### **Votes et voix**

Un autre élément de la stratégie à moyen terme du FMI, le plus crucial probablement pour sa légitimité, est de veiller à ce que les pays membres bénéficient d'une représentation équitable et d'une voix adéquate au sein de l'institution. Il est encourageant qu'on se rende compte de plus en plus de la nécessité d'accroître les quotes-parts et le nombre de voix relatifs d'un certain nombre de pays dont le poids économique a augmenté au fil des ans et de faire participer adéquatement les pays à faible revenu à la gouvernance du FMI. À cet égard, le soutien vigoureux des gouverneurs à la résolution sur la réforme des quotes-parts et voix des États membres au FMI est une indication claire de l'importance et de l'urgence de ces réformes. Nous

devons obtenir un consensus fort sur la prochaine phase des réformes proposées par le Directeur général, qui prévoit des changements plus profonds au cours des deux prochaines années. Ces réformes sont importantes, car elles seules peuvent permettre au FMI de préserver sa légitimité en tant qu'institution représentative et démocratique. Dans ce contexte, je préconise de poursuivre les discussions en vue de parvenir aussi à un consensus politique sur la représentation des pays membres à la Banque mondiale.

### **Coopération avec les pays à revenu intermédiaire**

Je me félicite de la façon dont évolue la coopération entre le FMI et la Banque mondiale et les pays à revenu intermédiaire. Une coopération efficace aux efforts de développement de ces pays, où habite la majorité des pauvres dans le monde, est essentielle pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. S'ils apprécient manifestement leurs relations avec nos deux institutions, ces pays souhaitent néanmoins que des améliorations leur soient apportées sous forme d'une plus grande souplesse et d'une réduction des coûts du recours aux services de ces institutions, ainsi que d'une meilleure adaptation des produits et de l'assistance technique aux besoins de chacun d'eux.

### **Soutien des pays à faible revenu**

Le FMI et la Banque mondiale doivent continuer de soutenir les efforts que déploient les pays à faible revenu pour lutter contre la pauvreté. C'est l'une des dimensions les plus importantes des travaux des deux institutions, qui comporte des enjeux extrêmement élevés. Nous avons fait quelques progrès ces dernières années : un certain nombre de pays d'Asie et d'Amérique latine sont maintenant en bonne voie pour atteindre les objectifs de réduction de la pauvreté prévus dans le cadre des objectifs du Millénaire pour le développement. Néanmoins, nous nous sommes fixé l'horizon 2015 pour atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement et, bien que près de la moitié de la période ainsi prévue soit déjà écoulée, nous sommes encore loin du but, particulièrement en Afrique subsaharienne.

Pour atteindre ces objectifs, il faudra que les bailleurs de fonds et les bénéficiaires de l'aide intensifient leurs efforts. Le succès dépend impérativement de l'application de bonnes politiques, d'une augmentation des ressources et d'une amélioration de l'efficacité de l'aide. De même, de bonnes politiques nécessitent de renforcer la gouvernance et de développer les infrastructures, ainsi que d'accroître les échanges, de promouvoir l'intégration économique et d'encourager le développement du secteur privé.

Un secteur privé robuste et compétitif est essentiel pour mettre les pays sur une trajectoire de développement durable et atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. À cet égard, j'aimerais attirer l'attention sur le rôle important de la Société financière internationale (SFI) et féliciter sa direction et ses services à l'occasion du 50<sup>e</sup> anniversaire de sa création. Tout au long de cette période, la SFI a été en première ligne pour encourager le développement durable du secteur privé. Cependant, je crois que

beaucoup plus peut être fait dans les petits pays en développement et je serais particulièrement heureux que la SFI y soit plus présente.

L'an dernier, au Sommet des Nations Unies sur les suites données à la Déclaration du Millénaire, la communauté internationale a renouvelé sa promesse d'aider à accélérer la réalisation des objectifs du Millénaire pour le développement. Elle a décidé de soutenir une réduction décisive de la dette de nombreux pays à faible revenu et d'accroître son aide à beaucoup d'autres.

Les institutions financières internationales ont déjà consenti des efforts considérables pour réduire la dette. La diminution des créances des Institutions de Bretton Woods et du Fonds africain de développement dans le cadre de l'Initiative d'allègement de la dette multilatérale et de l'initiative renforcée en faveur des PPTE devrait permettre d'effacer près de 90 % de l'encours de la dette des 29 PPTE qui ont atteint le point de décision. Si nous voulons que, à terme, la situation de tous les PPTE, en particulier ceux d'Amérique latine et des Caraïbes, soit viable, nous devons nous employer dès maintenant à obtenir un allègement analogue de la Banque interaméricaine de développement.

Nous devons veiller à ce que les bienfaits gagnés de l'allègement de la dette ne soient pas perdus. Les pays en développement doivent renforcer les moyens dont ils disposent pour concevoir des stratégies de la dette à moyen terme et comprendre les risques d'un endettement rapide. Le cadre de viabilité prospectif conçu spécialement à l'intention des pays à faible revenu par le FMI et la Banque mondiale sera une contribution importante à cet effort. En outre, ces pays doivent veiller à ce que leur contexte macroéconomique soit sain, et à ce que des systèmes adaptés de gestion des dépenses publiques soient mis en place, afin que les afflux supplémentaires de ressources soient canalisés jusqu'à leurs cibles et donnent de meilleurs résultats.

### **Gouvernance**

Pour que les allègements de dette et l'augmentation de l'aide profitent aux pauvres, un renforcement de la gouvernance sera crucial. Il conviendrait de s'attaquer plus énergiquement à la corruption, symptôme d'une gouvernance médiocre. Cependant, il ne faut pas soupçonner les pays d'être corrompus, ni les pénaliser, à partir d'impressions, d'informations invérifiables ou d'enquêtes incomplètes. À cet égard, je salue les initiatives qui devraient permettre de concevoir un dispositif vérifiable, chiffré et opérationnel pour renforcer la gouvernance de manière cohérente, équitable et efficace.

### **Promotion des échanges**

Je suis sûr que vous vous êtes tous sentis découragés en apprenant la nouvelle venue de Genève il y a quelques semaines. J'espère sincèrement que nous pourrions néanmoins conclure avec succès le cycle de négociations de Doha. Depuis de nombreuses années, un développement des échanges, facilité par une plus grande ouverture, contribue de façon décisive à la croissance économique mondiale — et c'est en fait l'un des plus grands enseignements à tirer de l'Asie. Nous devons exhorter nos négociateurs à persévérer et à veiller à ce que les principaux objectifs de ce cycle de

négociations soient préservés. Ces objectifs sont l'élimination progressive des subventions agricoles et la mise en place d'un traitement spécial et différencié pour les pays pauvres et vulnérables afin qu'ils puissent intégrer l'économie mondiale à un rythme qui réduise au minimum les perturbations économiques et sociales. La communauté des donateurs se doit aussi de tenir les engagements pris au titre de l'Aide pour le commerce.

### **Le marché et l'économie uniques de la Communauté des Caraïbes (CARICOM)**

Permettez-moi maintenant d'évoquer ma propre région. Le Guyana et les pays des Caraïbes sont de petites économies vulnérables. Nous sommes aux prises avec de nombreuses difficultés — catastrophes naturelles, cours élevés du pétrole et érosion des préférences commerciales, par exemple. En outre, notre situation de plaque tournante du trafic de drogue et la déportation dans notre région de grands criminels par les pays d'Amérique du Nord et d'Europe sont une calamité pour nos économies. Par ailleurs, nous faisons face à une forte émigration de nos entrepreneurs et de nos cadres compétents. Malgré cela, nous demeurons des démocraties stables, nos paramètres macroéconomiques fondamentaux continuent d'être sains et nous relevons énergiquement les défis économiques en améliorant la compétitivité internationale de nos pays et en poussant davantage l'intégration économique dans le cadre du marché et de l'économie uniques de la Communauté des Caraïbes (CARICOM). Nous comptons sur l'aide continue du FMI et de la Banque, en particulier la SFI, pour poursuivre notre développement.

### **Conclusions**

Cette semaine à Singapour, nous nous trouvons à un moment décisif. Les défis peut-être les plus importants — et les plus redoutables — que la communauté mondiale doit relever aujourd'hui sont d'empêcher une correction désordonnée des déséquilibres mondiaux, de conclure avec succès le cycle de négociations de Doha et d'atteindre les objectifs du Millénaire pour le développement. Ou nous faisons ce qu'il faut pour les relever, ou nous ne saisissons pas cette chance et nous freinons le développement de nos nations.

Bien que les défis à relever soient grands, je garde confiance. J'ai confiance dans la capacité de notre communauté mondiale à serrer les rangs pour affronter les problèmes cruciaux. Nous l'avons fait si souvent au cours des années pleines de rebondissements des dernières décennies. Cet esprit de coopération est vraiment la pierre angulaire de nos deux institutions. Une fois encore, réaffirmons et renforçons cet esprit de solidarité.

Je déclare ouverte l'Assemblée annuelle 2006 du Fonds monétaire international et du Groupe de la Banque mondiale.

